

**Monsieur
le président de la République,**

Alors que vous ne prenez aucune mesure concrète pour arrêter l'évasion fiscale, qui coûte près de 60 milliards à la France, alors que vous allégez considérablement l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF), vous venez de décider, parmi les nouvelles baisses de dépenses publiques, la réduction de 13 milliards d'€ de dotations de l'État en faveur des communes, qui s'ajoutent à celles déjà décidées par vos prédécesseurs...

Ici, à Port de Bouc, de 2013 à 2017, ce sont près de 2 millions d'€ de manque à gagner pour notre budget municipal. Cela représente 10 % du budget de la ville. Dans une commune comme la notre, où les impôts locaux représentent seulement 27 % des rentrées financières, cette baisse est déjà dramatique ! Elle affecte durement le fonctionnement de nos services publics municipaux et nos projets de développement.

Vos mesures sont injustes et injustifiées !

Injustes :

Parce que l'ensemble de la population de notre ville, sans exception, contribue aux recettes de l'État sous forme d'impôts obligatoires sur leurs revenus, de cotisations sociales, et surtout de taxes indirectes (TVA, CSG, carburants...) de plus en plus lourdes pour elle.

La population de notre ville mérite en retour, une redistribution équitable de ces ressources fiscales à partir du principe d'égalité de notre République :

« Chacun doit contribuer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins. »

Injustifiées :

Parce que les dotations publiques que reçoit notre commune sont utilisées, en toute transparence, pour engager des actions publiques répondant à l'intérêt général.

Elles sont utiles pour le développement économique et la création d'emplois sur notre territoire et répondent aux besoins de notre population en matière sociale, culturelle, éducative, pour favoriser la sécurité et le « vivre ensemble ».

Nous vous demandons :

- L'arrêt des baisses de dotations de l'État aux communes**
- Le remboursement de celles supprimées depuis 2013**
- La mise en place d'un plan d'urgence, pour une juste répartition des finances publiques sur tout le territoire national, au prorata des besoins de chaque collectivité et de leur population**

Avec tout le respect, eu égard à votre fonction, soyez certain Monsieur le président, que nous engageons cette requête citoyenne au service de l'intérêt général et de l'épanouissement de chacun.